

Cantons pillés, citoyens perdants

NON !

À L'INITIATIVE COSA

COSA, UNE TROMPERIE !

L'initiative « bénéfiques de la Banque nationale pour l'AVS », dite COSA, exige que les bénéfices de la Banque nationale suisse (BNS) ne soient plus répartis à raison de 1/3 à la Confédération et 2/3 aux cantons mais transférés au fonds AVS, exception faite d'un milliard de francs laissé aux cantons.

Le 24 septembre 2006, le peuple suisse sera appelé à voter sur cette nouvelle répartition des bénéfices de la BNS qui consiste à vider les caisses des cantons pour financer l'AVS.

Soutenir l'AVS au détriment des services publics cantonaux est une tromperie.

Conséquences désastreuses

Face aux besoins financiers de l'AVS, COSA n'amène aucune solution, elle ne fait que déplacer les problèmes. On ne peut pas prétendre régler le financement de l'AVS en creusant des trous dans les caisses des cantons et de la Confédération !

En liant le sort de l'AVS à la BNS, COSA menace également l'indépendance de la Banque nationale, sa crédibilité et par conséquent, la stabilité du franc suisse.

C'est irresponsable !

Un large front contre COSA

Les cantons, le Conseil fédéral, le Parlement, les partis bourgeois, la Banque nationale et les organisations économiques rejettent catégoriquement COSA.

Couper dans les prestations ? Augmenter les impôts ? NON !

L'initiative COSA ne crée pas une nouvelle source de revenus pour l'AVS. Les milliards promis par les initiants seraient enlevés aux cantons et à la Confédération.

Cette perte de revenu interviendrait au moment même où cantons et Confédération font de gros efforts pour contenir leur budget.

Pour compenser cette perte, ils devraient soit augmenter les impôts, soit faire des économies dans des domaines comme la formation, la santé, l'action sociale, le logement, la sécurité... Toute la population serait affectée.

Pertes pour les cantons : 667 millions* !

	Pertes dues à COSA**	Ce que cela représente pour chaque canton (tirés des comptes 2005)
Fribourg	- 22,5 mio	Le financement des jardins d'enfants (22 mio)
Genève	- 38,7 mio	Le montant versé aux allocations d'études (35,6 mio)
Jura	- 6 mio	Le montant versé aux bourses d'études et d'apprentissages (6 mio)
Neuchâtel	- 15 mio	Les subventions aux établissements pour personnes âgées (16,4 mio)
Valais	- 25,6 mio	Les fonds investis dans la lutte contre le chômage (24,5 mio)
Vaud	- 58,7 mio	Les dépenses pour l'aide et la prévoyance sociale (42,1 mio en aides et subventions + 22,2 mio en participations aux charges communales de prévoyance sociale)

* Jusqu'en 2012, les bénéfices versés annuellement s'élèvent à 2,5 mrd, répartis pour 2/3 aux cantons (1,667 mrd) et 1/3 à la Confédération (833 mio). Si l'initiative est acceptée, seul 1 mrd sera versé aux cantons.

** Source : DFF. Estimations pour 2008. Chiffres tenant compte de la nouvelle péréquation financière.

Le soutien à l'AVS ne doit pas se faire au détriment des cantons, de notre économie et du bien-être de l'ensemble de la population ! NON à COSA LE 24 SEPTEMBRE

Cantons pillés, franc suisse fragilisé, citoyens perdants

NON à COSA

Perte pour la Confédération : 833 millions* !

L'initiative COSA priverait non seulement les caisses cantonales de centaines de millions de francs chaque année, mais également les caisses fédérales. La Confédération serait en effet entièrement privée de sa part sur les bénéfices de la BNS qui s'élève actuellement à 833 millions de francs par année.

L'Etat lutte déjà pour assainir ses finances et éponger ses dettes. Lui ôter une partie de ses revenus aurait des conséquences : baisse de subventions ? hausse d'impôts ? report de charges sur les cantons ?

Quelle que soit l'issue, le citoyen serait perdant !

BNS, un rôle essentiel

La BNS est la banque centrale de la Suisse. Son rôle est de mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays. Elle veille particulièrement à la stabilité des prix.

Depuis sa fondation en 1907, la BNS jouit d'une grande autonomie pour diriger la politique monétaire. Elle est bien évidemment tenue par la loi de rendre des comptes et d'informer le public sur sa politique.

Pour assurer la stabilité des prix, la BNS doit rester indépendante

Avec COSA, la Suisse renoncerait au principe d'une banque centrale indépendante. En liant le financement de l'AVS aux revenus de la BNS, on donnerait à notre banque centrale une nouvelle mission : financer l'AVS.

Le danger serait bien réel que la Banque nationale subisse de fortes pressions politiques pour qu'elle prenne des risques inconsidérés en vue d'accroître ses bénéfices. La pression serait d'autant plus forte que la situation financière de l'AVS deviendra périlleuse.

Maximiser les bénéfices et assurer la stabilité des prix sont deux objectifs incompatibles. La BNS ne peut servir valablement deux maîtres.

Que représentent 833 millions ?

En 2005, la Confédération a dépensé :

- 916 mio pour les Universités cantonales et les HES
- 726 mio pour les transports publics
- 675 mio pour les prestations complémentaires de l'AVS/AI
- 633 mio pour l'environnement et l'aménagement du territoire

Tous perdants !

En soumettant la BNS aux pressions politiques, COSA remettrait en cause sa crédibilité au niveau international et la confiance dans le franc. Le franc suisse serait dès lors fragilisé.

Le risque d'inflation serait réel. Pour y parer la BNS pourrait devoir élever les taux d'intérêts.

Tout le monde serait perdant :

- les consommateurs dont le pouvoir d'achat diminuerait
- les rentiers dont les rentes et l'épargne perdraient de la valeur
- les locataires et les propriétaires dont les loyers et dettes hypothécaires augmenteraient
- les entreprises, grandes ou PME, qui ne bénéficieraient plus de crédits favorables pour se développer
- la place financière suisse qui perdrait de son attractivité

Consommation en baisse, productivité ralentie, croissance en panne et chômage à la hausse, telles seraient les conséquences d'un franc suisse fragilisé.

Ne courons pas ce risque !

Le 24 septembre, NON à COSA, une pseudo-solution pour l'AVS qui ne fait que des perdants